LES MÉDAILLÉS SOMMIÉROIS DE LA LÉGION D'HONNEUR

Francis OBERT – Jean-Louis BARBUT

Cet article est une mise à jour de l'article publié par Francis Obert dans le bulletin SSH n° 15 de 2007, complété par les éléments devenus disponibles depuis.

1 - Historique de l'ordre de la Légion d'honneur

La Légion d'honneur est créée par Napoléon Bonaparte, Premier consul, le 29 floréal an X (20 mai 1802), pour récompenser les mérites civils et militaires. Elle unit dans le culte de l'honneur et de la patrie les ordres civils, militaires et religieux. En adjoignant aux militaires les citoyens qui, par leur travail, leurs vertus ou leurs talents ont contribué à la prospérité du pays, cet ordre forme une sorte d'état-major de la nation qu'il appelle « Légion d'honneur ». La Légion d'honneur récompense tous les mérites profitables à la collectivité, refusant d'établir une discrimination entre les services civils et militaires, réputés nobles ou roturiers, intellectuels ou populaires. Elle repousse toute idée de ségrégation religieuse, raciale ou ethnique.

Elle se compose à l'origine d'un grand conseil et des seize cohortes dotées chacune d'un capital, d'un hospice et d'une ferme modèle. Les premières distributions ont lieu aux Invalides et au camp de Boulogne (15 juillet et 16 août 1804). Elle comprend 11 000 membres civils et militaires dont les traitements varient de 250 à 5 000 francs par an. Leur nombre passe à 29 000 en 1814.

Son efficacité s'avère si éclatante que toute l'Europe monarchique dans les années qui suivent, imite la Légion d'honneur en créant

de nouveaux ordres : Ordre de Léopold en Autriche, d'Isabelle la Catholique en Espagne, du Lion de Zoerhningen à Bade, du Lion néerlandais en Hollande… ou en modifiant d'anciennes institutions : Ordre du Bain en Angleterre, du Danbrog au Danemark, de Sainte Anne en Russie.

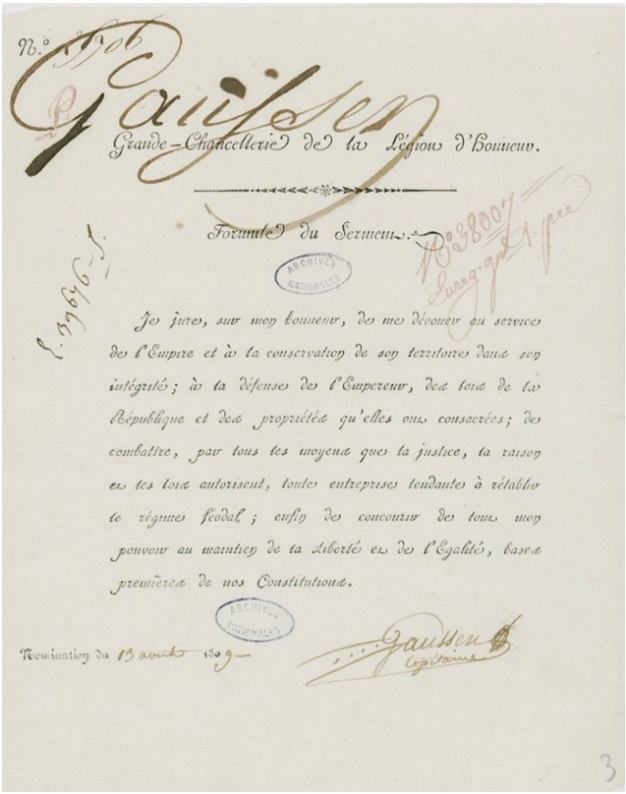
Le mouvement s'amplifie et passe les mers avec le premier Ordre sud-américain (Le Liberator de Simon Bolivar créé en 1825 au Vénézuela) et gagne d'autres pays ignorant jusque-là ce type de récompense. Le bey de Tunis fonde en 1837 le Nichan Iftikar et le Japon crée en 1875 l'ordre du Soleil Levant.

En 1814, sous la 1ère Restauration, Louis XVIII en fait un ordre royal dont il est chef et souverain grand maître. Les décorés sont 40 000 à la fin de la Restauration qui la transforme en « Ordre national pour récompenser les mérites civils et militaires », 60 000 en 1848, 50 000 en 1913, 205 000 en 1938, 285 000 en 1960. En 1961, De Gaulle signe un Code de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire qui se substitue à 80 arrêtés, lois et décrets édictés de 1802 à 1961.

La Légion d'honneur comporte à sa tête un grand maître (président de la République), un grand chancelier et un conseil de dix membres. Le corps des légionnaires comprend cinq classes : chevalier, officier, commandeur, grand officier et grand-croix. Ses insignes variables avec les classes, représentent une étoile à cinq branches d'or ou d'argent, émaillée blanc, portée par une couronne de laurier, surmontée d'une couronne de chêne et de laurier, chargée au centre d'un écusson représentant : à l'avers, sous les premier et second Empires, l'effigie de Napoléon 1er, sous la Restauration celle de Henri IV et, depuis 1870, celle de la République ; au revers, deux drapeaux français avec la devise « Honneur et Patrie ».

La formule du serment prêté par les nommés à l'Ordre de la Légion d'honneur, sous Napoléon 1er, est la suivante :
« Je jure sur mon honneur, de me dévouer au service de l'Empire et à la conservation de son territoire dans son intégrité ; à la défense de l'Empereur, des lois de la République et des propriétés qu'elles ont

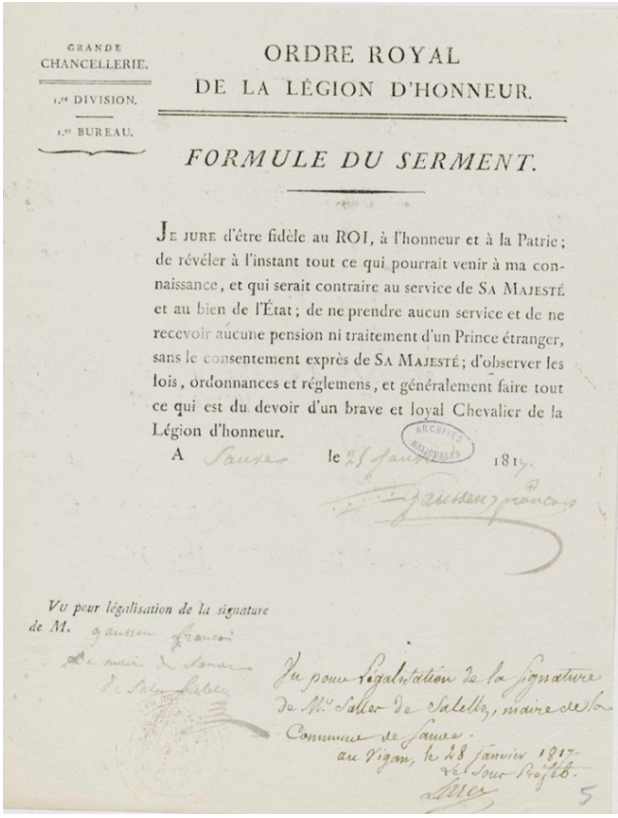
consacrées ; de combattre, par tous les moyens que la justice, la raison et les lois autorisent, toute entreprise tendant à rétablir le régime féodal ; enfin de concourir de tout mon pouvoir au maintien de la liberté et de l'égalité, bases premières de nos constitutions. »


N.° Mat. Gaussen
Grande-Chancellerie de la Légion d'Honneur.
Formule du Serment.
ARCHIVES NATIONALES
Je jure, sur mon honneur, de me dévouer au service de l'Empire et à la conservation de son territoire dans son intégrité ; à la défense de l'Empereur, de tous de la République et des propriétés qu'elles ont consacrées ; de combattre, par tous les moyens que la justice, la raison et les lois autorisent, toute entreprise tendantes à rétablir le régimes féodal ; enfin de concourir de tous mon pouvoir au maintien de la Liberté et de l'Egalité, bases premières de nos Constitutions.
ARCHIVES NATIONALES
Nomination du 13 août 1809
Gaussen
Capitaine
3

Serment de François Gaussen, 13 août 1809
(source : Archives nationales – base de données Léonore

Le serment prend des variantes à chaque changement de régime. Il devient sous la Restauration :
« Je jure d'être fidèle au Roi, à l'Honneur et à la Patrie ; de révéler à l'instant tout ce qui pourrait venir à ma connaissance, et qui serait contraire au service de sa Majesté et au bien de l'État ; de ne prendre aucun service et de ne recevoir aucune pension ni traitement d'un Prince

étranger, sans le consentement exprès de sa Majesté ; d'observer les Lois, Ordonnances et Règlements, et généralement faire tout ce qui est du devoir d'un brave et loyal chevalier de la Légion d'honneur. »



GRANDE CHANCELLERIE.
1.re DIVISION.
1.er BUREAU.

ORDRE ROYAL
DE LA LÉGION D'HONNEUR.

FORMULE DU SERMENT.

Je jure d'être fidèle au ROI, à l'honneur et à la Patrie ; de révéler à l'instant tout ce qui pourrait venir à ma connaissance, et qui serait contraire au service de Sa Majesté et au bien de l'État ; de ne prendre aucun service et de ne recevoir aucune pension ni traitement d'un Prince étranger, sans le consentement exprès de Sa Majesté ; d'observer les lois, ordonnances et réglemens, et généralement faire tout ce qui est du devoir d'un brave et loyal Chevalier de la Légion d'honneur.

A Sauve le 25 janvier 1817.

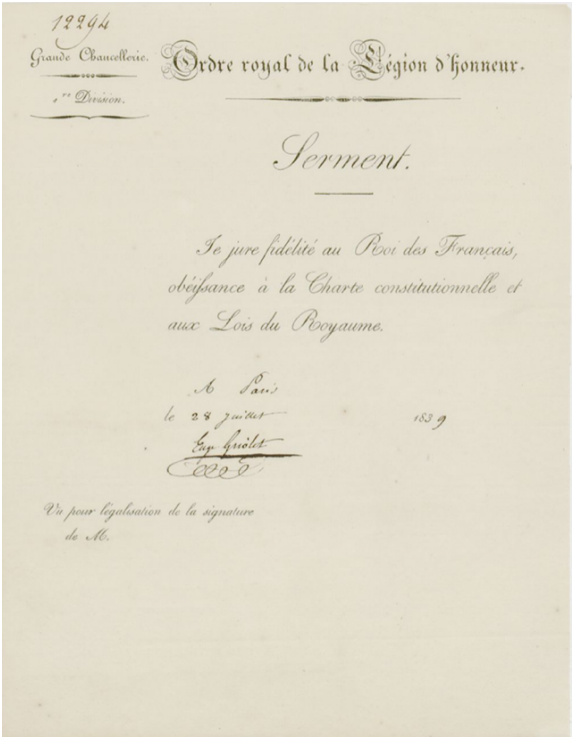
Gaussen françois

Vu pour légalisation de la signature de M. gaussen françois

Vu pour légalisation de la signature de M.r Salles de Salelle, maire de la Commune de Sauve.
au Vigan, le 28 janvier 1817.
Sous Préfet.

Serment de François Gaussen, 25 janvier 1817
(source : Archives nationales – base de données Léonore)

Sous la monarchie de Juillet la formule devient « *Je jure fidélité au Roi des Français, obéissance à la Charte constitutionnelle et aux Lois du Royaume* ».



12244

Grande Chancellerie.

1re Division.

Ordre royal de la Légion d'honneur.

Serment.

Je jure fidélité au Roi des Français, obéissance à la Charte constitutionnelle et aux Lois du Royaume.

A Paris

le 28 juillet 1839

Barthélémy Griolet

Vu pour légalisation de la signature de M.

Serment de Barthélémy Griolet, 28 juillet 1839
(source : Archives nationales – base de données Léonore)

Il est supprimé sous la 3ème République par décret du 5 septembre 1870. Lors de la remise de décoration, le récipiendaire reçoit l'accolade et on prononce la formule de réception suivante :
« Au nom du Président de la République, et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous faisons ……[1] de la Légion d'honneur. »

[1] Chevalier, officier, commandeur, grand officier ou grand-croix.

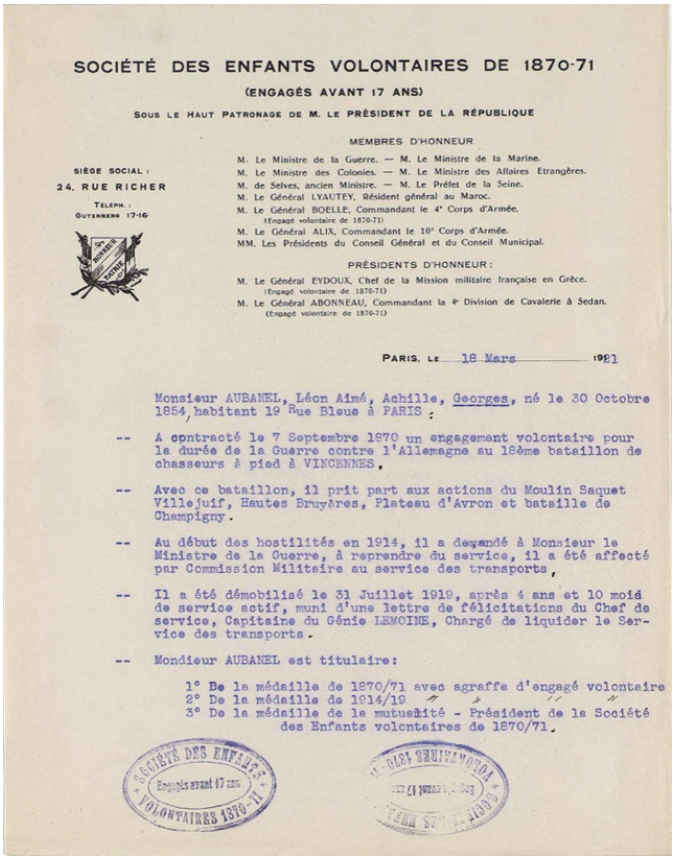
2 -Les décorés sommiérois

ARNAUD François Augustin Dariste :
Né le 1er janvier 1824 de Jacques Arnaud, marchand et de Marie Clorinde Encontre.
Chirurgien de 1ère classe de la Marine, il passe 14 ans dans la marine à Toulon mais également sur certains bâtiments à vapeur (« *Jemmapes, Cocyte, Friedland, Trident, Iphigénie, Minerve, Ville de Paris* ») et termine du 1er janvier 1855 au 1er août 1856 sur la *« Belle Poule* » en mer Noire, comme chirurgien-major de l'hôpital maritime de Therapia (Bosphore).
Il est fait chevalier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur par décret du 11 août 1855.
Il décède le 12 novembre 1863.

AUBANEL Achille Auguste Étienne :
Né le 30 brumaire an VII (28 novembre 1798), faubourg du Bourguet, de Jérôme-Étienne Aubanel négociant et de Magdeleine Planchon
Après son mariage avec Delphine Antionnette Delpon il est couramment appelé **Aubanel-Delpon**. Négociant, il est maire de Sommières du 3 janvier 1841 au 4 octobre 1848.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 30 octobre 1842.
Il décède le 28 décembre 1879, à Paris.

AUBANEL Léon Aimé Achille George :
Né le 30 octobre 1854, faubourg du Bourguet, d'Alphonse Étienne Paul Charles Achille Aubanel, négociant et de Marie Brigitte Aigoin.
Il est le petit-fils d'Achille Auguste Aubanel-Delpon. Lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, il s'engage le 7 septembre 1870 : agé de 15 ans, il déclare avoir plus de 17 ans.
Il est à nouveau engagé volontaire en septembre 1914 et effectue des missions d'étude pour le service des transports sur les fronts de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme.

Après la guerre de 14-18, il est expert auprès de l'Assistance Publique, président des sociétés mutuelles de secours des volontaires de 1870-71 et président de la Société des Enfants Volontaires de 1870-71.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 1er juillet 1925. Sa décoration lui est remise par son propre fils Paul Adolphe Léon Ernest Aubanel, qui avait lui-même été fait chevalier de la Légion d'honneur le 30 décembre 1920, suite à la guerre de 14-18.



SOCIÉTÉ DES ENFANTS VOLONTAIRES DE 1870-71

(ENGAGÉS AVANT 17 ANS)

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

SIÈGE SOCIAL :
24, RUE RICHER
TÉLÉPH. :
GUTENBERG 17-16

MEMBRES D'HONNEUR

M. Le Ministre de la Guerre. — M. Le Ministre de la Marine.
M. Le Ministre des Colonies. — M. Le Ministre des Affaires Etrangères.
M. de Selves, ancien Ministre. — M. Le Préfet de la Seine.
M. Le Général LYAUTEY, Résident général au Maroc.
M. Le Général BOELLE, Commandant le 4e Corps d'Armée.
(Engagé volontaire de 1870-71)
M. Le Général ALIX, Commandant le 10e Corps d'Armée.
MM. Les Présidents du Conseil Général et du Conseil Municipal.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

M. Le Général EYDOUX, Chef de la Mission militaire française en Grèce.
(Engagé volontaire de 1870-71)
M. Le Général ABONNEAU, Commandant la 4e Division de Cavalerie à Sedan.
(Engagé volontaire de 1870-71)

PARIS, Le 18 Mars 1921

Monsieur AUBANEL, Léon Aimé, Achille, Georges, né le 30 Octobre 1854, habitant 19 Rue Bleue à PARIS ;

-- A contracté le 7 Septembre 1870 un engagement volontaire pour la durée de la Guerre contre l'Allemagne au 18ème bataillon de chasseurs à pied à VINCENNES.

-- Avec ce bataillon, il prit part aux actions du Moulin Saquet Villejuif, Hautes Bruyères, Plateau d'Avron et bataille de Champigny.

-- Au début des hostilités en 1914, il a demandé à Monsieur le Ministre de la Guerre, à reprendre du service, il a été affecté par Commission Militaire au service des transports,

-- Il a été démobilisé le 31 Juillet 1919, après 4 ans et 10 mois de service actif, muni d'une lettre de félicitations du Chef de service, Capitaine du Génie LEMOINE, Chargé de liquider le Service des transports.

-- Mondieur AUBANEL est titulaire:

1° De la médaille de 1870/71 avec agraffe d'engagé volontaire
2° De la médaille de 1914/19
3° De la médaille de la mutualité - Président de la Société des Enfants volontaires de 1870/71.

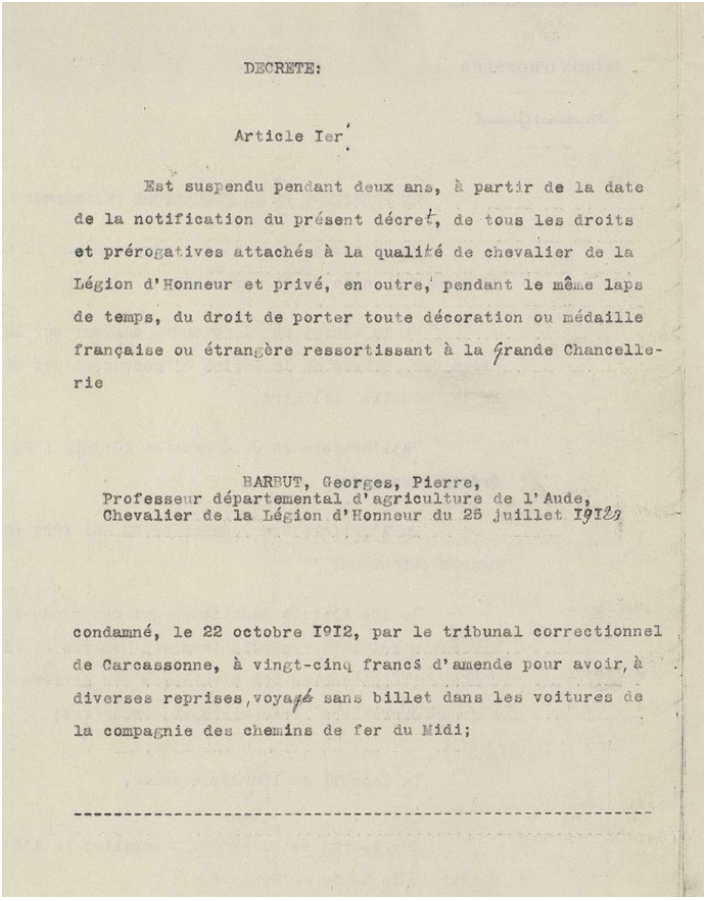
SOCIÉTÉ DES ENFANTS VOLONTAIRES 1870-71 Engagés avant 17 ans

États de service de Georges Aubanel, président de la Société des enfants volontaires de 1870-71
(source : Archives nationales – base de données Léonore)

BANCAL Pierre Paul :
Né le 24 juin 1769 de Paul Bancal aîné et de Jeanne Malthieu.
Enrôlé volontaire dans les troupes de la Marine en 1787, il passe sergent-major en 1793 sur « *la Fleur de Lys* », lieutenant en 1er sur « *Le Sphinx* », capitaine en second sur « *La Théris* », puis capitaine commandant le 19 juillet 1813 sur « *La Franchise* ». Il effectue des campagnes de Mer en 1792, 1794, 1798, 1799 et 1805 et des campagnes de Terre en 1794 et 1813. Il incorpore le 1er régiment des canonniers de marine le 1er octobre 1814 dans l'Armée de l'Ouest, dans la Grande Armée, puis l'armée d'Allemagne.
Il participe aux batailles de Lützen (2 mai 1813), Bautzen (20 mai 1813), Dresde (27 août 1813), ainsi qu'aux « *affaires de Fulkenbalz, le 29 dudit* [mai]*, d'Altenberg le 30 dudit, de Limvalva le 31 dudit* ». Il est fait prisonnier de guerre le 12 octobre 1813 et rentre en France le 10 juin 1814.
Il est fait chevalier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur le 14 juin 1813.
Il prend sa retraite le 1er octobre 1816 à Rochefort en Charente. Il décède le 13 mai 1826.

BARBUT Georges Pierre :
Né le 19 juillet 1863, rue de la Grave, de Pierre Barbut, instituteur libre et de Dolli Lina Émilie Loriou, il est diplômé de l'école d'agriculture de Montpellier en 1882.
Il est professeur départemental d'agriculture de l'Aude, à Carcassonne de 1892 à 1911, puis directeur de la station d'essais agricole de Carcassonne. Il est commissaire ou membre du jury lors de plusieurs dizaines de concours agricoles. Chevalier du Mérite Agricole en janvier 1897, puis officier en 1901 et commandeur en 1906. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur par décret du 25 juillet 1912.
De manière assez surprenante son dossier comporte un décret du 28 janvier 1913 qui le suspend pendant deux ans « *de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de chevalier de la Légion d'honneur* », attendu qu'il a été « *condamné, le 22 octobre 1912, par le tribunal correctionnel de Carcassonne, à 25 francs d'amende pour avoir, à plusieurs reprises voyagé sans billet dans les voitures de la*

compagnie des chemins de fer du midi » ! Sa décoration lui est rendue le 9 décembre 1915.
Il décède à Carcassonne le 4 février 1934.



DECRETE:

Article Ier.

Est suspendu pendant deux ans, à partir de la date de la notification du présent décret, de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de chevalier de la Légion d'Honneur et privé, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration ou médaille française ou étrangère ressortissant à la Grande Chancellerie

BARBUT, Georges, Pierre,
Professeur départemental d'agriculture de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur du 25 juillet 1912,

condamné, le 22 octobre 1912, par le tribunal correctionnel de Carcassonne, à vingt-cinq francs d'amende pour avoir, à diverses reprises, voyagé sans billet dans les voitures de la compagnie des chemins de fer du Midi;

Extrait du décret suspendant Georges Barbut de sa Légion d'honneur, signé par Armand Fallières président de la République et Louis Barthou, ministre de la Justice.
(source : Archives nationales – base de données Léonore)

BORÉLY Marthe Marie Joséphine :
Née le 16 juillet 1880, rue Neuve, Marthe Marie Joséphine Trial, de Fernand Trial, voyageur de commerce et de Nina André, elle épouse à Nîmes le 11 décembre 1899 Jules Borély, qui était directeur des beaux-arts et des monuments historiques, au Maroc.
Sous le nom de Marthe Borély elle publie de nombreux ouvrages littéraires ou politiques dont :
La femme et l'amour dans l'œuvre d'Anatole France (1916)
Le génie féminin français (1917), *L'Appel aux Françaises. Le féminisme politique* (1919)
La décadence de l'amour (1924)
Barbey d'Aurevilly, maître d'amour (1934)
L'émouvante destinée d'Anna de Noailles (1939).
Elle collabore aussi à de nombreuses revues ou journaux : *L'Ordre, Fémina, Je sais tout, La Revue latine de Bruxelles, l'Éclair de Paris*, *La Revue des deux mondes*, ...
Ses œuvres témoignent de son engagement « antiféministe[2] », notamment de son opposition au droit de vote pour les femmes.
Elle est faite chevalier de la Légion d'honneur le 19 mai 1935.
Elle décède à Toulouse le 27 décembre 1955.



Marthe Borély (1880-1955)
(source : www.parisenimage.fr)

[2] Elle se qualifiait elle-même de « contreféministe ».

BRISSAC Antonin Auguste :
Né le 23 février 1876, rue Mazelle, d'Auguste Brissac, ancien militaire, ouvrier menuisier et de Fanny Bertrand. Affecté au 63ème bataillon de chasseurs à pied à partir du 17 mars 1915, il est blessé le 12 août 1916 par éclats de grenade, à Fay (Somme) : amputation de la main droite et énucléation de l'œil droit. Citations : « *chasseur mitrailleur qui a toujours fait preuve d'un très bel entrain* », le 29 décembre 1916 : « *excellent chasseur a fait preuve en maintes circonstances de sang-froid et d'énergie* ».
Il est décoré de la Croix de guerre étoile de bronze et palme, de la Médaille Militaire le 29 décembre 1916, chevalier de la Légion d'honneur par décret du 31 mars 1928, et officier de la Légion d'honneur par décret du 14 juillet 1947.
Il décède le 27 mai 1959.

BRUYÈRE Jean Pierre Joseph :
Né le 22 juin 1772 de Jean-Justin Bruguière chirurgien-major et de Marguerite Niel, **Jean Pierre Joseph Bruguière, dit Bruyère** s'engage le 20 pluviôse an II (8 février 1794) dans la 15ème demi-brigade d'infanterie légère et fait campagne en Italie. Sous-lieutenant en 1795, lieutenant en 1796, capitaine en 1797, aide de camp du général Berthier, il participe à la bataille de Marengo. En 1800 il est chef d'escadron, puis général d'une brigade de cavalerie légère en 1806, il combat à Eylau et à Essling. Il reçoit le titre de baron en 1808. Blessé grièvement lors de la bataille de Wagram le 6 juillet 1809, il devient général de division et épouse en 1810 la nièce du maréchal Berthier. Il participe brillamment à la campagne de Russie en 1812, à l'occasion de laquelle Napoléon le fait comte. Il combat notamment à Smolensk et à la Moskowa. Le 22 mai 1813, à Reichenbach, il a les deux jambes emportées par un boulet. Il décède de ses blessures le 5 juin 1813 à Görlitz en Silésie (actuellement en Allemagne).
Le général Bruyère est fait chevalier de la Légion d'honneur le 4 germinal an XII (25 mars 1804), Officier le 11 juillet 1807 et Commandeur

le 14 juin 1809. Il est aussi Chevalier de la couronne de fer[3] et Grand-croix de l'ordre de Hesse-Darmstadt.
Son nom est inscrit sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile, il a aussi été donné à une rue de Sommières et à un quartier d'artillerie de Nîmes.



Jean Pierre Joseph Bruguière, dit Bruyère (1772-1813)
(source :wikipedia)

CADEL Guillaume Auguste :
Né le 23 brumaire an VI (13 novembre 1797) de Barthélémy Cadel, secrétaire de l'administration du canton de Sommières et d'Élisabeth Juric.
Son dossier est pratiquement vide. Curé de Marguerittes, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par décret du 12 août 1865.
Il décède à Marguerittes le 18 décembre 1881.

CARRIÈRE Junius Louis :
Né le 24 novembre 1857, rue de la Taillade, d'Antoine Laurent, plâtrier et de Marie Boissier.
Engagé comme simple soldat au 75ème régiment d'Infanterie en décembre 1877, il devient sous-lieutenant en mars 1884, puis capitaine en

[3] Distinction créée le 5 juin 1805, par Napoléon 1er, en tant que roi d'Italie.

avril 1895. Il est chef de bataillon au 14ème régiment d'Infanterie en 1900.
Il est ensuite adjoint au bureau de recrutement de Caen (Calvados) en 1903, puis de Vienne (Isère) en 1906 et nommé commandant du bureau de recrutement du Puy (Haute-Loire) en 1908.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 29 décembre 1900, puis officier le 21 avril 1917.
Ses date et lieu de décès sont inconnus.

CAUSSE François Pierre Louis :
Né le 4 février 1821 de Louis Causse et de Susanne Causse dans leur maison d'habitation quai Saint Louis à Sommières. Il est propriétaire viticulteur à Massereau où il prend la succession de son père en 1847. Il agrandit l'exploitation et les bâtiments, dérive et canalise sur 1600 mètres les eaux d'une source. Il obtient différents prix aux concours agricoles pour la bonne tenue de sa propriété et en 1867 un prix avec mention honorable à l'Exposition universelle de Paris pour sa collection de vins. En 1868, il est membre fondateur de la Société des Agriculteurs de France et devient président en 1874 de la Société d'Agriculture du département du Gard. Il est également membre de la commission du phylloxéra et participe aux jurys de nombreuses manifestations agricoles. Conseiller municipal de Sommières à partir de 1865, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par décret du 7 février 1878.
Il décède à Nîmes le 5 mars 1887.

CHALAS Louis :
Né le 28 décembre 1788 de Jacques Chalas, cordonnier et de Marie Lapierre.
Entré au service en qualité de soldat au 52ème régiment de ligne le 21 août 1807, il passe caporal, sergent puis adjudant. Sous-officier le 17 septembre 1815, il passe à la Légion du Gard le 28 novembre 1815 et est congédié le 14 juin 1816.
Il fait la campagne de 1807 et 1808 à l'armée de Naples, de 1809 en Italie où il monte à l'assaut du fort Malbourguetto le 17 mai 1809 puis en Allemagne et en Hongrie en 1812. En 1813, il est dans l'armée du

Nord en Espagne, en 1815 dans l'armée d'observation du Jura. Il est blessé d'un coup de feu à la main gauche le 10 juillet 1813 dans une sortie devant Pampelune, d'un autre coup de feu au bas-ventre le 1er juillet 1815. Il est fait prisonnier de guerre en Espagne le 1er novembre 1813, il rentre de captivité le 22 mai 1814. Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par ordonnance du Roi en date du 17 mars 1815. Dans les courriers que sa mère adresse à la chancellerie de la Légion d'honneur, après son décès, elle le désigne comme « *lieutenant de gendarmerie en retraite* ».
Il décède à Sommières le 4 août 1844.

CHAMBON Étienne Ferdinand :
Né le 23 décembre 1811, Grand rue, de Jean Simon Pierre Chalas, propriétaire et de Marguerite Henriette Aubanel. Un arrêt de la cour impériale de Nîmes du 13 août 1862 l'autorise à s'appeler Chambon La Rouvière, ses ancêtres ayant été seigneurs de La Rouvière, près de Saint-Geniès-de-Malgoires, au XVIIIème siècle.
Son dossier fournit très peu d'éléments. Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 27 décembre 1861 en tant que gendarme vétéran.
Il décède le 24 octobre 1887.

CHRESTIEN Jean André :
Né le 2 juillet 1758 de Jean Chrestien, docteur en médecine de la faculté de Montpellier et de Jeanne Rech. Il fait ses études de médecine à Montpellier et obtient le titre de docteur le 9 juillet 1779. Il participe à la vie politique montpelliéraine et se fait élire conseiller municipal le 26 novembre 1790. En octobre 1793, il est destitué par le conventionnel Boisset, en mission dans l'Hérault. Il échappe aux intrigues de ceux qui veulent le rendre suspect de par son nom, mais est accusé d'incivisme par un autre conventionnel Châteauneuf-Randon, en mission dans la région. Il contracte la fièvre typhoïde auprès de ses malades et vient se reposer à Sommières.
De réputation scientifique internationale, il est l'élève puis le secrétaire et enfin le successeur de Lamure. À la mort de ce dernier il a une clientèle importante et, jeune encore, il compte au nombre des notabilités

médicales de Montpellier. On lui doit un « *Mémoire sur l'épidémie de variole qui sévit à Montpellier en l'an VI* » et surtout un traité de « *Médecine iatraleptique*[4] » en 1811 préconisant les sels d'or en médecine et en 1828 « *Lettre à M. Magendie sur les préparations d'or et les différentes manières de les administrer* ».
Il est également médecin dans les hôpitaux militaires de Montpellier.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 1er mai 1831 en tant que médecin.
Il décède le 11 mars 1840 à Montpellier.

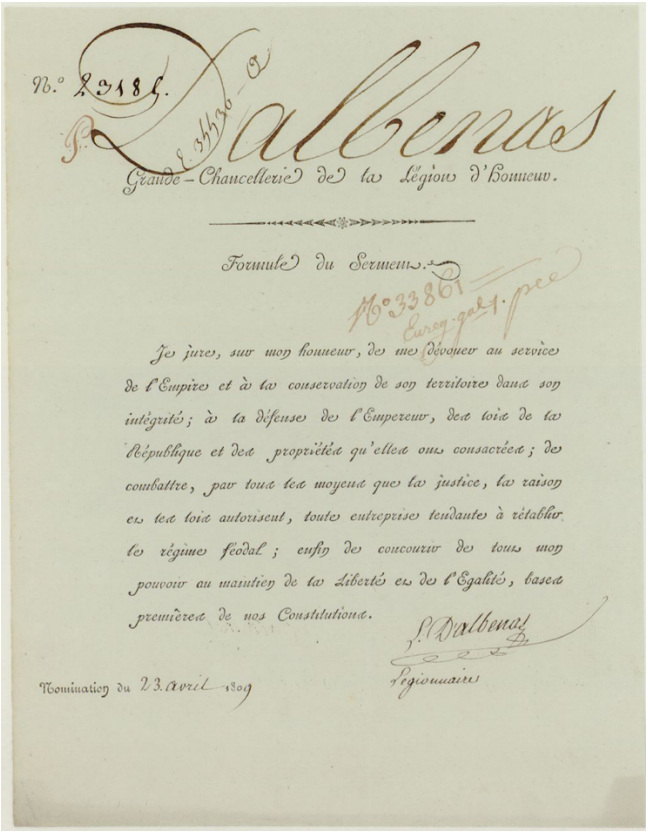
COMERT Louis :
Né le 5 juin 1844 d'Ulysse Comert et de Margueritte Roux.
Élève de l'École Polytechnique de 1861 à 1865 puis de l'École d'application du Génie à Metz. Il entre comme lieutenant au 3ème régiment du génie à Montpellier en 1867 et en sort comme capitaine en 1er en 1875.
Il est embarqué pour la Guadeloupe le 25 avril 1870. Il y reste jusqu'en 1876.
Il se marie le 17 avril 1873 à Félicie Zoé Barbotin à Pointe à Pitre (Guadeloupe).
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 9 décembre 1875. En 1880, il intègre l'Intendance Militaire et la quitte en 1892 comme sous-intendant de 1ère classe après avoir pris différents postes à Nantes, Rouen, Oran de 1882 à 1884.
Il est nommé officier de l'Ordre Royal du Cambodge le 1er août 1885 et officier de la Légion d'honneur le 11 juillet 1896 en tant que sous-intendant militaire de 1ère classe.
Il est promu au grade de commandeur de la Légion d'honneur par décret du 8 mai 1906 en tant qu'intendant militaire, directeur du service de l'intendance du 5ème corps d'armée, membre du comité technique de l'intendance.
Il décède à Marseille le 14 janvier 1920.

[4] Médecine thérapeutique consistant à traiter les maladies par des onguents, des potions et des pommades.

CONILHIÈRE Jacques :
Né le 28 septembre 1781 de Pierre Conilhière et de Magdelaine Peyre. D'abord vigneron, il entre à l'âge de 22 ans le 10 germinal an XII (31 mars 1804) au 1er bataillon des Sapeurs comme conscrit de l'an II, jusqu'au 11 octobre 1813.
Il effectue différentes campagnes à la Grande Armée de 1806 à 1808, à l'Armée d'Espagne en 1809, à nouveau à la Grande Armée en 1812 et 1813.
Il est blessé à la joue d'un coup de feu le 31 décembre 1808 au siège de Saragosse et il a le bras droit emporté d'un coup de canon le 7 septembre 1812 à la bataille de la Moskova en Russie. Il est admis à la retraite le 11 octobre 1813 par l'hôpital militaire d'Alexandrie.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par décret impérial du 18 octobre 1812.
Il est cité comme « *lieutenant honoraire à la succursale de l'hôtel royal des invalides, à Avignon* », en février 1818.
Il décède à Sommières le 29 décembre 1854.

DALBENAS Charles Arnaud Louis :
Né le 26 décembre 1785 de Jean Joseph d'Albenas, vicomte d'Albenas et d'Élisabeth Françoise Sophie de Panetier de Montgrenier. Élève du prytanée il est envoyé comme fourrier au 108ème régiment d'infanterie le 21 thermidor an XI (9 août 1803). Il passe lieutenant le 20 février 1806 puis aide de camp du général Grandeau le 30 avril.
Il participe aux campagnes des années XI, XII et XIII dans l'armée des Côtes, et à celles de l'an XIV, 1806 et 1807 dans la Grande Armée.
Le 11 messidor an XII (30 juin 1804), il sauve de la noyade, à Ostende, dix militaires devant le maréchal Davout.
Le 11 juillet 1809, à la tête de 50 hommes devant Koenisberg, il passe à la nage une rivière sous le feu de l'ennemi et s'empare de deux bâtiments ennemis.
Il participe notamment aux batailles d'Iéna (1806), Eckmüll (1809) et Wagram (1809). Il est atteint par un boulet lors de la bataille de Smolensk (1812).

Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 23 avril 1809[5]. En 1827, lors de son mariage, il est lieutenant-colonel en garnison à Sète, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis et officier de la Légion d'honneur.
Il serait décédé en 1835, vraisemblablement à Paris.


N.° 23186.
P. Dalbenas
Grande-Chancellerie de la Légion d'Honneur.
Formule du Serment.
N° 23861
Enregistré
Je jure, sur mon honneur, de me dévouer au service de l'Empire et à la conservation de son territoire dans son intégrité ; à la défense de l'Empereur, des loix de la République et des propriétés qu'elles ont consacrées ; de combattre, par tous les moyens que la justice, la raison et les loix autorisent, toute entreprise tendante à rétablir le régime féodal ; enfin de concourir de tous mon pouvoir au maintien de la liberté et de l'Egalité, bases premières de nos Constitutions.
P. Dalbenas
Légionnaire
Nomination du 23 avril 1809

Serment de Louis Dalbenas en tant que chevalier de la Légion d'honneur, du 23 avril 1809)
(source : Archives nationales – base de données Léonore)

[5] La date du 23 avril 1809 est celle de son serment en tant que chevalier. La date du 20 mai 1815, fréquemment donnée, est celle d'un décret impérial l'affectant au collège électoral du département d'Indre-et-Loire.

DEZON Hippolyte :
Né le 21 mars 1802 (30 ventôse an XI), dans les rues basses, avec un jumeau, de Jean Dezon fabricant de molletons et de Jeanneton Arcay.
Il entre au 22ème régiment d'infanterie de ligne en tant que simple soldat le 15 avril 1823 et en sort le 20 juillet 1842 comme capitaine d'habillement après avoir été caporal, sergent fourrier et lieutenant. Dès son arrivée il est affecté en Espagne jusqu'au 20 juillet 1842, puis en Afrique.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 30 décembre 1850.
Il décède le 11 octobre 1855, à Evreux (Eure), où il était en garnison.

DUCROS Jean Louis :
Né le 4 janvier 1791, de Louis Ducros, cardeur et de Marguerite Taris-son.
En décembre 1816, il est gendarme de la ville de Paris.
Il a été préposé en chef des octrois de Neuilly-sur-Seine.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par décret du 27 avril 1847 en tant qu'ancien sergent-major aux Voltigeurs de la Garde Impériale.
Il décède à Nîmes le 1er décembre 1877.

DUMAS Jean Louis Georges Émilien :
Né le 24 vendémiaire an XIII[6] (16 octobre 1804), de Jean-Louis Dumas, propriétaire foncier et d'Anne Seillas, Émilien Dumas étudie en Suisse à Morges, puis à Bâle. Il rejoint Paris en 1824 où il suit des cours de zoologie, de minéralogie et de botanique auprès de Cuvier, Geoffroy Saint-Hilaire et Jussieu.
De retour à Sommières en 1828 il conduit d'importants travaux de paléontologie, archéologie, géologie et histoire. Il publie de très nombreux ouvrages dont la *Carte géologique du département du Gard*.
Un article du bulletin SSH n° 3 (1995) lui est consacré.
Il est chevalier de la Légion d'honneur le 8 octobre 1864.
Il décède à Ax-les-Thermes (Ariège) le 21 septembre 1870.

[6] La plupart des notices le concernant donnent à tort la date du 13 brumaire an XIII (4 novembre 1804). L'acte de naissance est du 20 brumaire (11 novembre 1804) mais précise qu'il est né le 24 vendémiaire.

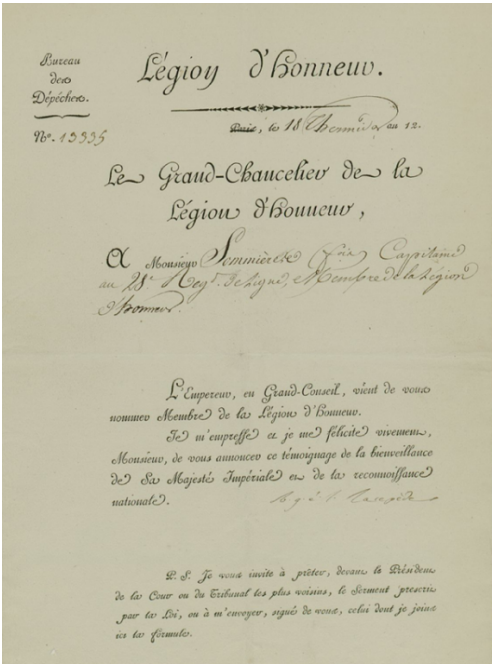
Une rue de Sommières porte son nom.



Émilien Dumas, par Jules Salles en 1959 (musée des Beaux-Arts de Nîmes)
(source : blog valabrisistoria)

ESPION François Jacques dit ESPION-SOMMIÈRES :
Né le 12 mai 1757 de Jacques Espion, marchand de molletons, originaire du Grand-Gallargues et de Françoise Griolet et baptisé le 13 mai par Mr Boyer, ministre du Culte réformé. Il entre au régiment de Beauce le 28 octobre 1775 en simple soldat. Il est sous-lieutenant le 1er septembre 1789 puis lieutenant au 104ème régiment le 3 août 1791, capitaine dans la 183ème brigade de ligne le 1er vendémiaire an III, capitaine de grenadier au 28ème régiment de ligne le 29 frimaire an V et enfin capitaine commandant le 5ème bataillon de la formation le 13 juillet 1808.
Il prend part aux différentes campagnes de 1792 à l'an III à l'armée du Nord, de l'an IV à l'armée de l'Intérieur, des ans VII, VIII et IX aux armées du Rhin et d'Italie, de l'an XIV puis en 1806, 1807 et 1808 au camp de Boulogne. Il est blessé d'un coup de feu au bras droit et au ventre à la bataille de Montebello le 20 prairial an VIII (9 juin 1800).

Il est nommé chevalier de l'Ordre Royal de la Légion d'honneur le 5 août 1804 (18 thermidor an XII) en tant que capitaine d'infanterie en retraite à Lille.
Durant toute sa carrière militaire, il semble avoir été connu sous le nom de « *Sommières* ». Ainsi la dépêche qui l'informe de l'attribution de la Légion d'honneur est-elle adressée à « *Monsieur Sommières, capitaine au 28ème Régiment de ligne* ».



Légion d'Honneur.

Bureau des Dépêches.

Nº. 19335

Date, le 18 Thermidor an 12.

Le Grand-Chancelier de la Légion d'Honneur,

A Monsieur Sommières Capitaine au 28e Regt. de Ligne, Membre de la Légion d'Honneur.

L'Empereur, en Grand-Conseil, vient de vous nommer Membre de la Légion d'Honneur.

Je m'empresse de vous féliciter vivement, Monsieur, de vous annoncer ce témoignage de la bienveillance de Sa Majesté Impériale et de la reconnoissance nationale.

P. S. Je vous invite à prêter, devant le Président de la Cour ou du Tribunal les plus voisins, le Serment prescrit par la Loi, ou à m'envoyer, signés de vous, celui dont je joins ici les formules.

Dépêche informant « *Monsieur Sommières, capitaine au 28ème Régiment de ligne* »
de sa nomination au sein de la Légion d'honneur)
(source : Archives nationales – base de données Léonore)

Une ordonnance du 28 février 1815 signée par Louis XVIII au château des Tuileries énonce « *Sur ce qui nous a été exposé par le sieur François Jacques Espion dit Sommières, capitaine d'infanterie en retraite à Lille, membre de la Légion d'honneur, âgé de cinquante ans, qu'il est connu depuis quarante ans sous ces deux noms, qu'ils sont inscrits sur les registres des corps militaires dans lesquels il a servi ainsi que dans*

les divers brevets qui lui ont été délivrés jusqu'à ce jour, et qu'en conséquence il désire être autorisé à joindre définitivement à son nom celui de Sommières […] il est permis au sieur François Jacques Espion dit Sommières, […] capitaine d'infanterie en retraite, membre de la Légion d'honneur d'ajouter à son nom celui de Sommières ».
Le 9 mars 1816, le Tribunal de première instance de Lille entérine cette modification[7].
Il décède à Lille, le 13 avril 1827.

FRANC Joseph :
Né le 31 octobre 1777 de Pons Franc et d'Élisabeth Laffont. Il entre dans l'armée comme soldat dans la 13ème brigade de ligne le 15 septembre 1792, passe dans la Garde du Directoire le 14 pluviôse an VI (2 février 1798), devient brigadier le 18 fructidor an VIII (5 septembre 1800), fourrier le 8 nivôse an XII (3 décembre 1803), maréchal des logis le 21 fructidor an XIII (8 septembre 1805), maréchal des logis chef le 6 août 1807, adjudant en 1809, sous-lieutenant le 23 août 1809, lieutenant le 15 mai 1813, capitaine du 8ème régiment des chasseurs à cheval le 22 décembre 1813.
Il participe aux campagnes de 1792 à l'an IX aux armées du Rhin et d'Helvétie, des ans XI à XIII en Hollande à la Grande Armée, de 1809 à l'armée d'Italie et en Allemagne, de 1812 en Russie et de 1813 en Allemagne.
Blessé le 15 floréal en VIII (5 mai 180) d'un coup de sabre sur la tête, il reçoit le 8 mai 1809 au passage de la Piava (Italie) un coup de sabre au pouce de la main droite.
Le 5 juillet 1809 à Wagram, il a son cheval tué sous lui et reçoit un coup de biscaïen[8] à la jambe.
Le 19 décembre de la même année, il a, à nouveau, son cheval tué sous lui.
En avril 1813, sur la route de Brixon à Baulzen, en combattant contre les Tyroliens, il reçoit un coup de lance à la main gauche. Ce jour-là, il commande un peloton de 25 hommes pour passer la rivière de la Saale

[7] En Belgique, on trouve encore au milieu du XXème siècle des familles « Espion-Sommières » descendant de François Jacques Espion.
[8] Mousquet de gros calibre à longue portée.

et s'empare d'une position défendue par 80 cosaques et soutenue par un escadron prussien. La position est enlevée après 3 charges successives malgré une très vive résistance de la partie adverse. Pour cet acte de bravoure, il reçoit l'éloge du général en chef. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 18 juin 1813.
Il décède à Sommières le 12 mars 1823.

GALLIÉ Charles :
Né le 19 février 1778, de Pierre Charles Gallié, fabriquant et de Suzanne Barin.
Il entre comme soldat à la 3ème brigade de ligne le 2 nivôse an VII (23 décembre 1799), passe brigadier le 2 pluviôse an IX (21 janvier 1800), maréchal des logis le 17 juillet 1806, sous-lieutenant au 5ème escadron de gendarmerie d'Espagne le 18 décembre 1809, lieutenant au 1er escadron de gendarmerie d'Espagne le 1er septembre 1813. Il passe à la force publique de l'armée d'Espagne le 1er janvier 1814 et à la compagnie de gendarmerie du Gers le 1er juillet 1814.
Il participe à la campagne de l'an VII en Italie, de l'an VIII dans les départements de l'ouest. Il effectue les campagnes de 1811, 1812, 1813 et 1814 en Espagne.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 27 décembre 1814.
Il serait décédé le 30 avril 1845.

GASCUEL Jean Pierre Simon :
Né le 27 décembre 1798 (7 nivôse an VII), rue du Pont, de Pierre Gascuel et de Marguerite Fize.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 4 mai 1841 en tant que capitaine major du 2ème bataillon des chasseurs à pied, promu officier de la Légion d'honneur le 24 avril 1858 en tant que major de recrutement du département des Bouches du Rhône. Il prend sa retraite à Marseille le 26 septembre 1871.
Il se retire définitivement à Sommières où il décède le 3 décembre 1883.

GASQUET Louis :
Né le 26 octobre 1790.
Il est chevalier de légation à Cassel et nommé chevalier de la Légion d'honneur le 12 août 1860.
Son dossier est pratiquement vide. Il pourrait être le fils de Simon Gasquet, fabriquant de molletons et de Magdeleine Paul. Ceux-ci ont eu un fils prénommé Louis, né le 28 octobre 1793. Peut-être la date inscrite sur son dossier est-elle erronée ?
Il serait mort en 1877.

GAUSSEN François :
Né le 7 décembre 1764, de Jean Gaussen, tondeur et de Marie Tarissone.
Il entre comme soldat dans le 33ème régiment de ligne le 18 août 1784, caporal le 5 mai 1791, sergent-major le 6 thermidor an III (24 juillet 1795), sous-lieutenant le 11 vendémiaire an VII (2 octobre 1798), lieutenant le 7 floréal an XI (27 avril 1803) et capitaine à partir du 10 septembre 1807.
De 1792 à l'an VI, son régiment est intégré à l'armée Rhin Sambre et Meuse commandée par le général Jourdan. Les ans VII et VIII, il est dans l'armée de Hollande commandée par le maréchal Brune et intègre la Grande Armée, commandée soit par l'Empereur lui-même soit par Bernadotte, à partir de 1807.
Blessé au poignet droit à la bataille devant Fleureux[9], il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 13 août 1809.
Il prend sa retraite le 4 janvier 1810, mais semble néanmoins avoir repris du service à la 31ème cohorte en mai 1812, puis au 143ème régiment de mars à juillet 1813.
Il se retire à Sauve, où il décède, rue du Pont vieux, le 12 juin 1823.

GAUSSEN Ivan Louis :
Né le 28 janvier 1896, place du Bourguet de Hippolyte Gaussen, négociant et maire de Sommières et d'Esther Bourguet, Ivan Gaussen, après

[9] Bataille non identifiée

des études secondaires au lycée de garçons de Nîmes, puis de droit à Montpellier, s'engage dans l'artillerie en 1916 (bien que réformé) et participe notamment à la bataille de Verdun.
Après la Guerre, il reprend ses études, soutient une thèse de doctorat (1921), puis entame une carrière à l'Assistance publique de Paris. Il prend aussi part à la fondation du musée de l'Assistance Publique.
Mainteneur, puis majoral du Félibrige de 1964 à sa mort, il est aussi président (pendant une quarantaine d'années) de la Société des félibres de Paris, et vice-président la Fédération régionaliste française. Il est l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire locale, ou relatifs à la littérature d'Oc. Il est aussi président du syndicat d'initiative de Sommières (1954) et président de l'union des syndicats d'initiative du Gard.



Yvan Gaussen (1896-1978), par Jacqueline Gaussen-Salmon (1906-1948)
(source : www.jacquelinegausensalmon.fr)

Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 13 mars 1933, puis officier de la Légion d'honneur le 30 décembre 1953[10]. Il est aussi commandeur de l'Ordre national du Mérite le 2 juillet 1974.
Il décède à Montpellier le 22 août 1978.
Une rue de Sommières porte son nom.

GAUSSORGUES Pierre Frédéric :
Né le 29 juin 1876, faubourg du Bourguet, de Frédéric Daliste Gaussorgues[11], ingénieur civil et d'Alix Louise Rouvière, il exerce la profession de courtier en vins.
Bien que pouvant en être dispensé en tant qu'élève de la faculté de droit de Montpellier, il effectue son service militaire de septembre 1897 à septembre 1900. Il est lieutenant de réserve en octobre 1903. Mobilisé le 3 août 1914, il est blessé le 27 juin 1916 à l'omoplate par un éclat d'obus : « *blessé au combat [...] en 1ère ligne en aidant le chef de corps à reconnaître les positions ennemies* ». Il reçoit la Croix de guerre, étoile de bronze et fait chevalier de la Légion d'honneur, le 10 juillet 1918 puis officier le 5 août 1939.
Il est président du tribunal de commerce de Nîmes.
Il a exercé les fonctions de vice-président de la fédération départementale des Anciens Combattants et des Victimes de la Guerre du Gard, de président général de la Solidarité des Combattants du Gard, vice-président fondateur de l'association départementale des officiers de réserve du Gard.
Il décède à Nîmes le 24 janvier 1962.

GAUSSORGUES Louis André :
Né le 9 octobre 1879, maison Rouvière rue Emilien Dumas, de Frédéric Daliste Gaussorgues, ingénieur civil et d'Alix Louise Rouvière, il est docteur en droit et avocat.

---

[10] Nous n'avons pas trouvé la date de sa nomination comme chevalier
[11] Il est possible que Frédéric Daliste Gaussorgues, maire de Sommières, député du Gard, dont un quai de Sommières porte le nom ait lui aussi été décoré de la Légion d'honneur. Néanmoins son nom ne figure pas dans la base Léonore.

Il est chef de cabinet du préfet du Gard le 1er novembre 1903, sous-préfet de Saint-Pons (Hérault) le 8 juillet 1907, 1911, sous-préfet de Baugé (Maine-et-Loire) le 9 avril 1911, sous-préfet de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne) le 15 juillet 1914. Il renonce à son indisponibilité et tant que sous-préfet pour être mobilisé le 8 octobre 1914 au 132ème régiment d'infanterie. Il est caporal le 26 octobre 1914, sergent le 31 octobre 1914, adjudant le 3 mars 1915, sous-lieutenant à titre temporaire le 29 décembre 1915 puis à titre définitif le 5 juillet 1916.
Il est blessé à Aubérive (Marne) le 1er mars 1915. Il est cité à l'ordre du corps d'armée le 30 novembre 1916 « […] *affecté à la place de Verdun comme adjoint au major de la garnison s'acquitte avec beaucoup d'intelligence et de zèle de ses fonctions. Chargé spécialement du service des guides a accompli souvent des missions dangereuses pour éviter des pertes inutiles aux troupes de passage* ».Il est décoré de la Croix de guerre.
Après la guerre il est sous-préfet de Bernay (Eure) le 3 mars 1919, préfet de l'Ariège le 24 octobre 1925, préfet du Cantal le 4 février 1926, préfet de l'Aisne le 28 mai 1929, préfet de la Charente-Inférieure[12] le 6 janvier 1931, directeur de l'Administration départementale et communale au ministère de l'Intérieur le 19 mai 1934, préfet des Bouches-du-Rhône le 15 octobre 1934, directeur du Personnel et de l'Administration générale au ministère de l'Intérieur le 29 mai 1936, préfet du Haut-Rhin de 26 septembre 1936 au 24 avril 1937. Il est retraité le 17 septembre 1940, et nommé préfet honoraire le 12 mai 1941.
Il est chevalier de la Légion d'honneur le 16 juin 1920, promu officier le 28 juillet 1933.
Il décède à Paris le 10 août 1953.

GAUSSORGUES Jules Jean :
Né le 14 mai 1881, rue Emilien Dumas, de Frédéric Daliste Gaussorgues, ingénieur civil et d'Alix Louise Rouvière, il est magistrat. Il est substitut à Thonon (Savoie) en 1911, à Alès en 1914, juge à Alès en 1917.

[12]Aujourd'hui Charente-Maritime

Initialement exempté en raison d'une faible acuité visuelle de l'œil droit, il est néanmoins mobilisé le 23 mai 1917 au 115ème régiment d'artillerie lourde puis, en mars 1918, affecté en qualité de commis greffier adjoint au conseil de guerre.
Démobilisé en février 1919, il est procureur à Alès en 1922, conseiller à la cour d'appel de Nîmes en 1926, président de chambre à la cour d'appel de Nîmes en 1937, premier président à la cour d'appel de Toulouse en 1945 et enfin premier président à la cour d'appel de Montpellier en 1946. Il prend sa retraite le 13 août 1950.
Il est chevalier de la Légion d'honneur le 30 décembre 1933, promu officier le 1er février 1946.
Ses date et lieu de décès sont inconnus.

GAUTIER Justin César Constant :
Né le 5 brumaire de l'an VI (26 octobre 1797), Grand rue, de Jean César Gautier, chef d'escadron d'état-major et de Françoise Bruguière.
Il est lieutenant provisoire aux chasseurs royaux du Gard le 13 août 1815, passé sous-lieutenant au 10ème régiment des chasseurs le 1er mai 1816, lieutenant en deuxième au 16ème régiment de la même armée, lieutenant en premier au même corps le 14 janvier 1827. Il effectue la campagne d'Espagne en 1823.
Lieutenant à la compagnie de gendarmerie du Gard le 24 mai 1829, il passe à la compagnie de gendarmerie de Seine-et-Oise le 19 octobre 1830. Détaché au 1er régiment provisoire de gendarmerie le 22 août 1831, il intègre la compagnie de Seine-et- Marne le 9 novembre 1831, puis passe à la compagnie de gendarmerie des Bouches-du-Rhône le 4 avril 1837. En 1841, il est commandant de l'arrondissement de gendarmerie d'Arles. Il prend sa retraite avec le grade de chef d'escadron.
Il est nommé chevalier de l'Ordre royal de la Légion d'honneur le 2 avril 1841, officier le 5 septembre 1854.
Il décède à Sommières le 20 février 1856.

GAUTIER Marc Antoine :
Né le 6 août 1763 de Jean Joseph Gautier, conseiller du Roi, juge royal de la ville de Sommières et de Marie Margueritte Suzanne Massip. Il

entre comme cadet gentilhomme au régiment de Bourgogne le 20 août 1780, passe sous-lieutenant le 17 juillet 1782, lieutenant en second le 1er mars 1790, adjudant major le 1er mars 1791, capitaine le 16 mai 1792, capitaine de gendarmerie le 20 nivôse IX (10 janvier 1801), chef d'escadron le 26 vendémiaire an X (18 octobre 1801).
Il est nommé membre de la Légion d'honneur le 26 prairial an XII (15 juin 1804), chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis le 27 octobre 1814. Il cesse son activité le 5 février 1815.
Il participe aux campagnes de la Révolution et de l'Empire de 1792, 1793, 1794, 1799, 1807, 1818 et 1814.
Le 7 septembre 1793, il s'empare « *du poste de La Chapelle près de Toulon à la tête de deux compagnies de chasseurs du régiment de Bourgogne (le poste d'un accès difficile, était défendu par 400 anglais et espagnols.)* »
Il est blessé le 8 septembre 1793 « *dans les gorges d'Ollioules, près de Toulon, d'un coup de lance dans la partie gauche du bas ventre* ».
Il décède le 17 septembre 1829 à Ruffey-sur-Seille (Jura).

GRIMAUD Raoul Étienne Augustin :
Né le 6 novembre 1892, place du Marché, d'Augustin Grimaud, employé aux chemins de fer et de Marie Lombard.
Il est incorporé au 11ème Régiment d'Infanterie le 7 avril 1913. Il est sergent le 25 mai 1914 et passe au 174ème Régiment d'infanterie le 11 juin 1915. Il est promu sous-lieutenant le 19 novembre 1915, lieutenant le 19 novembre 1917. Il est blessé une première fois le 17 septembre 1914 par éclat d'obus, puis le 12 septembre 1916 et à nouveau le 23 juillet 1918 à Bézut-Saint-Germain (Aisne).
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 16 mars 1921.
Il décède le 29 juin 1975 à Hyères (Var).

GRIOLET Barthélemy Eugène :
Né le 5 septembre 1795 (19 fructidor an III), faubourg du Bourguet, de Jean Griolet dit Blondin, marchand et d'Élisabeth Griolet. Il est fait chevalier de l'Ordre royal de la Légion d'honneur le 26 juillet 1839.

Il est mentionné manufacturier filateur et habite au n°11 de la rue d'Albouy Paris 5ème.
Il est maire du 5ème arrondissement de Paris (correspondant aujourd'hui à des parties des IIème, IXème et Xème arrondissements actuels) de décembre 1840 à 1843.
Il décède le 27 octobre 1847 à Paris.

GUINAND Numencius Antoine :
Né le 13 novembre 1844 fils d'Henri Guinand, fondeur et d'Élisabeth Camp.
Il s'engage volontaire dans l'armée pour 7 ans le 19 novembre 1861 au 75ème régiment d'infanterie. Il passe caporal le 18 mai 1862, sergent fourrier le 1er novembre 1864, sergent le 1er mai 1866, sergent fourrier 1er août 1866, sergent-major le 23 avril 1867.
Il passe adjudant le 5 août 1890, sous-lieutenant le 9 août 1890, lieutenant le 3 mars 1893, capitaine au 105ème régiment d'infanterie le 10 novembre 1880. Il intègre le 157ème régiment d'infanterie le 1er octobre 1889, le 104ème régiment d'infanterie le 23 mars 1896, puis le bureau de recrutement de Bernay avant d'être admis à la retraite le 14 décembre 1897. Il participe à la guerre contre l'Allemagne du 6 août 1870 au 9 juin 1871. Il est fait prisonnier et reste en captivité à Beuthon en Haute Silésie du 29 octobre 1870 au 9 juin 1871.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 5 juillet 1887 et promu officier de la Légion d'honneur le 13 mai 1908. Il se retire en région parisienne au 49 rue Pasteur à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne).
Son dossier nous apprend que le 30 janvier 1910, il résidait à Alger, mais qu'il dut rentrer à Choisy-le-Roi « *à cause des dégâts causés par les eaux* » (du fait de la célèbre crue catastrophique de la Seine de 1910).
Il décède à Choisy-le-Roi le 4 décembre 1921.

JOURNÈS Henri Abel :
Né le 11 décembre 1891, faubourg du Pont, de Charles Bernard Journès, commis principal des contributions indirectes, et de Jeanne Marie Louise Angélique Irissou, il est ingénieur électricien.

Incorporé le 12 août 1914, au 40ème régiment d'infanterie, il passe au 8ème régiment de génie le 11 mars 1915. Caporal le 11 mai 1915, il est sous-lieutenant le 23 janvier 1918, puis lieutenant de réserve le 28 juin 1920.
Il est évacué « *pour intoxication par gaz* » à Verdun le 20 août 1917. Il sera pensionné à 100% pour tuberculose pulmonaire.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 26 janvier 1934, en qualité de lieutenant au 8ème régiment de génie.
Il se retire à Albi (Tarn) où il décède le 14 février 1973.

LAVABRE Pierre Daniel :
Né le 18 janvier 1783 et baptisé le 2 février de la même année, fils de Pierre Lavabre, tisserand, et de Marie Soullier.
Arrivé en tant que chasseur au 3ème régiment de chasseurs à pied de la vieille garde le 6 thermidor an XIII (25 juillet 1805), il est fait prisonnier de guerre le 18 octobre 1813. Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 17 mai 1813. Lors de la bataille de Waterloo, il est fait prisonnier au Mont Saint-Jean, le 18 juin 1815. À cette occasion, on lui dérobe ses papiers. De ce fait, il est obligé de faire établir un acte de notoriété par Étienne Aubanel, juge de paix à Sommières avec les témoignages de Louis Claude Fize, François Rabinel marchand de molletons et Jean Paul Boucher, tous trois habitants de la ville de Sommières.
Il exerce la profession d'ouvrier chapelier.
Il décède le 26 mai 1845 à Saint-Hippolyte-du-Fort.

MARCHAND Pierre Joseph Abel :
Né le 12 avril 1855, 14 Grand rue, de Pierre Adrien Henri Marchand[13], pasteur de l'église réformée et d'Adélaïde Joséphine Silhol, il est agrégé d'histoire et docteur ès-lettres. Il est professeur d'histoire au lycée Charlemagne à Paris (1875), à Pézénas (1876), à Pau (1880), à Grenoble (1881), à Marseille (1882), puis Inspecteur d'Académie à Foix (1888),

[13] Né Pierre Adrien Hours, à Barre-des-Cévennes (Lozère) le 15 avril 1813.

vice-recteur de la Corse (1888), puis inspecteur d'Académie à Draguignan (1892), à Avignon (1892) et enfin Montpellier (1901).
Il est aussi lauréat de l'Académie Française et officier de l'Instruction Publique.
Il est l'auteur de plusieurs publications :
Un intendant sous Louis XIV (1889)
*L'Université d'Avignon aux XVII*ème *et XVIII*ème *siècles* (1900)
L'enseignement primaire dans le département du Vaucluse (1900).
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 17 août 1908, au titre du ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-arts.
Il décède à Nîmes le 2 janvier 1929.

MORELLET Alphonse Scevola Marcel :
Né le 19 juin 1881, dans la maison d'Antoine Léon Fenouillet pharmacien[14] son grand-père, de Louis Marie Hippolyte Morellet procureur de la République à Bourges (Cher) et de Jeanne Sophie Suzanne Louise Léonie Fenouillet.
Il est diplômé docteur en médecine le 16 juillet 1908, médecin aide-major de 2ème classe de réserve le 12 septembre 1914, de 1ère classe le 12 novembre 1916.
Il est cité à l'ordre du 88ème régiment d'Artillerie lourde le 1er juin 1918 « *médecin de 1er ordre et de grande valeur, très courageux. Sous un bombardement par obus de gros calibre a porté secours à ses hommes blessés dans un abri* ».
Il est décoré de la Croix de guerre 14-18 avec étoile de bronze, promu médecin major de 2ème classe.
Il est chevalier de la Légion d'honneur par décret du 8 février 1927.
Il décède à Paris le 20 juin 1966.

PARIS Antonin :
Né le 1er juillet 1850, place Saussine, de Joseph Paris, cultivateur et de Margueritte Henriette Sabadel. Il fait ses études à l'école des frères

[14] Un article d'Aimé Jeanjean lui est consacré dans le bulletin SSH n° 20 (2012), pages 134-147

Maristes installée à l'ancien château puis à l'École nationale des Arts et Métiers d'Aix.
Il intègre la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en tant qu'ingénieur du matériel le 15 août 1868. Il effectue 5 ans de service militaire dans le corps des mécaniciens de la Marine. Après son service, il reprend son poste d'ingénieur de la compagnie à Arles. Il est membre de la commission de surveillance de la Navigation du Rhône, membre du conseil de Perfectionnement à l'École des Arts et Métiers d'Aix.
Il collabore activement à la construction et à la préparation du matériel roulant exposé par la compagnie PLM à l'exposition de Turin en 1878.
Il participe à des missions d'études à l'étranger, entre autres en 1899 aux États-Unis afin d'étudier les locomotives à foyer en acier pour remplacer celles à foyer en cuivre. On lui doit également l'électrification complète des ateliers d'Arles en 1906.
Il obtient différentes distinctions honorifiques en 1870 et 1871, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 20 novembre 1912 par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.
Après 42 ans de service, il se retire à Sommières.
Il décède pendant l'été 1918 à Luchon[15] alors qu'il soignait une affection de la gorge.
L'ancienne rue Droite, puis Grand rue porte son nom.

PELET Henri Scipion Albert :
Né le 9 mai 1881, chemin d'Alès, de François Scipion Albert Pelet, pasteur et d'Amy Julie Gabrielle Jaubert.
Il est industriel à Génolhac.
Capitaine de réserve, il est affecté en juillet 1914 à l'État-major de la 130ème brigade d'infanterie. Il reçoit deux citations à l'ordre de la brigade, le 15 août 1915 : « *officier du plus grand mérite qui a rendu les plus grands services dans l'État-major et s'est fait remarquer par sa belle attitude pendant les combats de septembre au cours desquels il a exécuté, sous le feu, des liaisons périlleuses* […] » et le 15 mars 1917 : « *officier de la plus grande valeur morale, plein d'énergie et d'un jugement parfait. Le 20 juin 1916, reconnaissant une tranchée reconquise*

[15] Aujourd'hui Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne)

et fortement bombardée, n'a pas hésité à traverser un violent barrage pour renseigner plus tôt le commandement […] ».
Il est chef de bataillon au service d'état-major du génie de la 15ème région.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur par décret du 5 novembre 1931.
Il serait décédé en 1957.

PENCHINAT Henri Léon :
Né à Sommières le 8 mars 1822, dans la maison de madame veuve Provence rue de la Taillade, de David Vincent Penchinat, négociant et d'Henriette Causse.
Il fait de brillantes études à Nîmes et prête serment le 6 novembre 1844 comme avocat à la cour d'Appel de Nîmes. Gloire du barreau, il sera par deux fois bâtonnier de l'ordre. En décembre 1851, il est réputé à tort avoir été membre du Comité républicain de permanence du Gard, et condamné par contumace à l'internement hors des départements de la région, peine commuée en surveillance en avril 1852. Il est gracié le 15 août 1854 et se réfugie à Sommières.
Après la chute de l'Empire, il est l'un des animateurs de la Société de Propagande républicaine de Nîmes, participe activement à la Ligue de l'Enseignement en 1872 et se fait affilier à la franc-maçonnerie. Élu conseiller général du canton de Vauvert de 1877 à 1889, il est membre de la commission administrative des hospices et du conseil départemental de l'instruction publique.
Il maintient sa présence sur la ville de Nîmes en tant que conseiller municipal de cette ville et participe activement aux luttes politiques de l'époque.
Il est membre de l'Académie de Nîmes.
Il quitte le barreau de Nîmes lors de sa nomination comme premier président de la cour d'appel de Montpellier le 1er novembre 1881 par Jules Cazot, d'Alès, alors ministre de la Justice. Il est membre de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier à partir de 1884 et de la Société Languedocienne de géographie à partir de 1886. Il est aussi un des fondateurs de « *La Critique philosophique* » qui parut à partir de 1872.

Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 13 juillet 1880 à la demande du ministre de la Justice et officier le 15 octobre 1885.
Il décède à Montpellier le 14 février 1889, son corps repose dans le caveau familial au cimetière de Sommières.
Une rue de Sommières porte son nom.

PEYRE Barthélémy :
Né le 26 janvier 1772, de Guillaume Peyre, cavalier de la maréchaussée et de Marguerite Jouve, il entre le 3 octobre 1786 au régiment de Dauphiné infanterie. Il est caporal le 19 janvier 1789, sergent-major le 13 septembre 1791. Incorporé au 10ème régiment d'infanterie légère, le 7 brumaire an V (28 octobre 1796), il est sous-lieutenant le 1er fructidor an VII (18 août 1799), lieutenant le 14 nivôse an XI (4 janvier 1803), et capitaine le 23 novembre 1806. Il est retraité le 16 novembre 1809.
Il reprend néanmoins du service en qualité d'adjudant-major à la 79ème cohorte le 14 avril 1812. Il est incorporé au 149ème régiment d'infanterie de ligne du 1er mars 1813 au 17 juillet 1814.
Il prend part aux campagnes en Corse (1792), du Rhin (ans II à V), d'Angleterre (an VI), d'Allemagne (ans VII à IX), des côtes de l'océan (an XII et XIII), à la Grande Armée de vendémiaire an XIV, 1806 à 1809, au camp de Boulogne en 1812.
Il est blessé :

- d'un coup de feu à la jambe gauche à l'affaire de Calvi, en Corse le 27 mai 1792 ;
- d'un coup de feu à la jambe droite à l'affaire de Moesskirch le 25 avril 1800 (19 floréal an VIII) ;
- d'un coup de biscayen au cou à l'affaire d'Eylau le 8 février 1807 ;
- d'un coup de feu à la jambe droite à l'affaire d'Heilsberg le 10 juin 1807 ;
- d'un coup de feu à l'épaule droite à l'affaire d'Eckmülh le 22 avril 1809.

Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 14 mars 1806.
Il décède à Sommières, rue des Baumes, le 6 février 1838.

POULIN Jean :
Né le 16 octobre 1793, d'Étienne Poulin, tambour dans la compagnie d'invalides au fort de Sommières et d'Élisabeth Chefquin.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 20 octobre 1823 en tant que garde du génie de 3ème classe.
Garde principal du génie en retraite, il décède à Vincennes le 7 octobre 1872.

POUSSIGUE Léon André :
Né à Sommières le 28 juin 1859, rue Cavalerie, de Thimothée Poussigue, cultivateur et de Céleste Delort, il est ingénieur diplomé de l'école des Mines de Saint-Étienne.
Directeur des mines de Ronchamp en 1892, il conçoit le premier puits de mines de plus de 1000 mètres de profondeur (1892), et participe à la conception de la centrale électrique à charbon de Ronchamp (1906).
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 6 janvier 1909.
Il décède à Meschers-sur-Gironde (Charente-Maritime) le 24 janvier 1941.



Léon André Poussigue (1859-1941)
(source : wikipédia)

POUSSIGUE Louis Léonce :
Né le 24 mai 1875, rue Narbonne, de Mendoze Poussigue, boulanger et de Louise Joséphine Thérond, il est, lui-aussi boulanger.
Mobilisé en août 1914 au 163ème Régiment d'Infanterie, il est gravement blessé le 27 septembre 1914 à Chauvoncort[16] (Meuse).
Il est cité à l'ordre de l'armée le 13 novembre 1916 : « *s'est bravement conduit à l'attaque du 27 septembre 1914 au cours de laquelle il a été blessé très grièvement amputé de la jambe gauche* ».
Il est titulaire de la médaille militaire, de la Croix de guerre avec palme et fait chevalier de la Légion d'honneur par décret du 31 décembre 1942, pour prendre rang du 22 juillet 1938.
Il décède à Nîmes en 1965.



Louis Léonce Poussique (1875-1965)
(source : Valérie Poussigue)

[16] D'après son dossier de la Légion d'honneur, mais à Saint-Dié (Vosges) d'après sa fiche de recrutement militaire.

REDARÈS Jean Hippolyte :
Né le 9 décembre 1782, baptisé le 12 décembre, fils de Louis Redarès et de Marguerite Rose Michel.
Il intègre l'armée comme chasseur au 23ème régiment des chasseurs à cheval le 25 avril 1805, il passe brigadier le 16 mars 1806. Il est nommé capitaine au bataillon des Volontaires Royaux le 16 mars 1815, capitaine aux chasseurs d'Angoulême le 1er juillet 1815 et lieutenant de la légion de l'Hérault devenue 20ème de ligne le 9 mai 1816 puis capitaine le 21 septembre 1830.
Il participe aux campagnes de 1805 à l'armée d'Italie, de 1806 à 1808 à la Grande Armée, de 1809 en Autriche, de 1815 en Dauphiné dans l'Armée Royale.
Il est blessé d'un coup de feu à la figure à la bataille d'Esling le 22 mai 1809 et à celle de Wagram par un boulet de canon au bras gauche.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur le 7 octobre 1836.
Il décède le 27 juillet 1856 à La Ferté-sous-Jouare (Seine-et-Marne).

REMEZY César Auguste :
Né le 3 avril 1824, rue des Baries, de Charles Remezy, tanneur et de Virginie Dombras.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 28 décembre 1868.
Capitaine au 92ème Régiment de ligne, il décède à l'hôpital militaire de Lyon le 26 juillet 1871.

RIBES Pierre :
Né le 26 novembre 1821, rue de la Taillade, de Jean Ribes, charron et de Magdeleine Coquinet.
Il s'engage dans le 3ème régiment du Génie le 13 mai 1842, passe 2ème sapeur puis caporal le 26 octobre 1842, sergent fourrier le 28 mars 1844, sergent le 1er mars 1846, sergent major le 9 janvier 1847.
Il est blessé grièvement d'un coup de feu à la jambe droite à l'assaut de Zaatcha (Algérie) le 26 novembre 1849, il est cité par le général Herbillon comme « *s'étant particulièrement distingué dans les affaires du 20 octobre au 25 novembre 1849* ».



Prise de Zaatcha, tableau de Jean-Adolphe Beaucé (1818-1875)
(source : wikipedia)

Il intègre le 1er régiment du génie en faisant fonction de lieutenant en second le 24 octobre 1851, lieutenant à la compagnie des ouvriers du Génie le 24 octobre 1853, capitaine à l'État-major le 23 janvier 1863, capitaine commandant à la compagnie des ouvriers du Génie le 23 octobre 1863.
Il est prisonnier de guerre le 29 octobre 1870, s'évade et rentre en France le 23 novembre 1870. Il est nommé major au 3ème régiment du Génie le 27 novembre 1870.
Du 28 avril 1846 au 20 janvier 1851, il fait la campagne d'Afrique puis du 19 juillet 1870 au 28 octobre celle contre l'Allemagne où il est fait prisonnier.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 9 janvier 1850, promu officier le 3 février 1875.
Il décède à son domicile au n°21 de la rue Descartes à Paris le 22 décembre 1883. Il est inhumé au cimetière Montparnasse.

ROUCHÉ Eugène :
Né le 18 août 1832, cul-de-sac d'Enfer, de Jean Jacques Rouché et Marie Nicot, sorti de l'École Polytechnique en 1854 il s'oriente vers l'enseignement de la physique et des mathématiques. Il enseigne

notamment au Lycée Charlemagne à Paris, à l'École Centrale des arts et des manufactures de Paris. Il est aussi répétiteur de géométrie descriptive puis examinateur des élèves pour l'astronomie et la stéréotomie[17] à l'École Polytechnique. Il est titulaire d'une chaire d'astronomie et stéréotomie au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM).
Il est l'auteur d'un théorème dit *théorème de Rouché*.
Un article du bulletin SHH n°14 (2006) lui est consacré.
Il est chevalier de la Légion d'honneur le 7 août 1877, officier par décret du 29 décembre 1891.
Il décède à Lunel le 19 août 1910.
Une rue de Sommières porte son nom.

Son fils Jacques Rouché (Lunel 1862 – Paris 1957), lui-aussi Polytechnicien est Directeur de l'Opéra de Paris de 1914 à 1939.



Eugène Rouché
(source : ecured.eu)

[17] Science de la coupe des matériaux employé dans la construction (taille des pierres, art du trait en charpenterie).

RUNEL Eugène :
Né le 17 juillet 1811, faubourg du Pont, de François Runel et de Marie Rouman.
Il contracte un engagement volontaire à Montpellier le 3 novembre 1831 et entre au service en tant que soldat au 27ème régiment d'infanterie de ligne le 19 novembre 1831. Il passe caporal le 9 novembre 1832, caporal fourrier le 1er décembre 1832, sergent fourrier le 9 mai 1833, sergent major le 11 mars 1835, sous-lieutenant le 13 mars 1841, lieutenant le 3 mai 1848 et capitaine le 10 mai 1852.
Il effectue la campagne de Paris en 1851 et la campagne de l'armée d'Orient en 1854 et 1855.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par décret du 11 août 1855.
Il décède le 19 novembre 1862.

RUNEL Isidore Honoré Jean :
Né le 16 mai 1874, rue du Pont, de Joseph Raymond Runel, négociant et de Marie Louise Alexandrine Encontre.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par décret du le 11 juillet 1909 en qualité de commissaire de 1ère classe de la Marine.
Il décède à Sommières le 15 février 1927.

TOURRET Henri Isidore :
Né le 12 avril 1871, rue Princesse, de Jean Alphonse Tourret, fabricant de saucissons et d'Héléna Caroline Lorencie Four.
Il renonce à son exemption de service militaire en tant que fils ainé de veuve et s'engage le 6 mai 1893 au 163ème régiment de ligne. Il est adjudant le 1er septembre 1902.
Rappelé lors de la mobilisation générale le 3 août 1914, il est capitaine au 109ème régiment d'infanterie. Il reçoit une première citation à l'ordre de la brigade le 14 octobre 1914 : « *s'est offert spontanément pour faire une reconnaissance de nuit très périlleuse à travers les lignes ennemies. Découvert et poursuivi par une patrouille, est parvenu à la dépister. A repris ensuite sa reconnaissance faisant preuve de beaucoup de sang-froid et d'une énergie à toute épreuve* ».

Il est chevalier de la Légion d'honneur par arrêté du 8 décembre 1916. Cette nomination, s'accompagne du texte suivant : « *Le 10 octobre 1916, chargé d'une mission très délicate a brillamment enlevé sa compagnie à l'assaut, s'est emparé de l'objectif assigné, puis a entraîné ses hommes à l'attaque du deuxième objectif, brisant la sérieuse résistance de l'ennemi. En fin de journée, a pris pied dans une partie d'un village très fortement défendue et, par les mesures qu'il a prises, a assuré la conservation du terrain conquis, malgré une violente contre-attaque ennemie [...] La présente nomination comporte l'attribution de la Croix de guerre avec palme. Signé : J. Joffre* »
En 1921, il est chef de section de l'entreprise de Reconstruction minière de la région de Lens (Pas-de-Calais).
Il décède le 3 février 1966 à Fontanès.

VALAT André Étienne Auguste :
Né le 31 août 1898, rue du Pont, fils d'Amédée Albin Valat, pharmacien et de Jeanne Roussel.
Docteur en médecine, médecin légiste de l'Université de Paris, il est président de la Commission médicale de la Fédération Nationale de Sauvetage.
Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par décret du 20 août 1958.
Il décède à Saint-Mandé (Val-de-Marne) le 28 août 1969.

VIALLA Jacques Louis :
Né le 4 août 1764, baptisé le 5, fils de Maître Jacques Antoine Vialla, avocat et notaire royal de cette ville et de dame Françoise Malinas.
Il s'engage au régiment des Gardes Françaises le 24 septembre 1786, il passe fourrier le 11 juillet 1787, il reste dans ce régiment jusqu'au licenciement de ce dernier le 31 août 1789. Il passe alors comme capitaine aide major dans la Garde Nationale Parisienne le 1er septembre 1789. Capitaine au 104ème régiment le 3 août 1791, il est en charge d'une mission particulière par le Conseil exécutif provisoire le 5 septembre 1792. Nommé lieutenant-colonel aide de camp surnuméraire par le

général Dumouriez le 12 septembre 1792, chargé de mission par le ministre de la Guerre le 27 avril 1793.
Il fait la campagne de 1792 et une partie de 1793 dans l'armée du Nord où il défend la frontière française. Il combat à Jemmapes et à Valmy où il est blessé le 6 septembre 1792. Adjudant général chef de bataillon à Orléans le 18 août 1793. Il est employé à la suppression de la Légion batave le 2 frimaire an II (22 novembre 1793), il est suspendu le 20 fructidor an II (6 septembre 1794), suspension levée sans réintégration le 19 floréal an III (8 mai 1795). Commandant d'armes de la place de Condé le 8 frimaire an V (26 novembre 1796), passé à Diest le 17 pluviôse an VII (5 février 1799), réformé par l'organisation du 1er vendémiaire an IX (20 septembre 1800).
Maire d'Alsemberg le 22 nivôse an XI (12 janvier 1803), commandant d'armes de 4ème classe à Castelnovo par décret du 29 janvier 1809. Sous ses ordres, Napoléon le charge du commandement de la province de Cattaro en 1810. Chef d'état-major de l'armée d'Illyrie à Raguse en 1812, on le retrouve en campagne dans la Grande Armée en 1813 et 1814 comme chef d'état-major provisoire de la 2ème division du corps d'observation de l'armée le 10 août 1813 à Mayence et colonel d'état-major le 19 novembre 1813.
Mis en demi-solde par les Bourbon, il prend définitivement sa retraite après Waterloo.
Il obtient la Légion d'honneur en tant que chevalier le 24 août 1814 par ordonnance du Roi.
En retraite à Paris, et sans pour autant revenir à sa ville natale de Sommières, il publie des études littéraires et historiques[18] :
« Voyage historique et politique du Monténégro » Paris 1820, en 2 volumes, où il décrit les 6 années passées en tant que gouverneur de Cattaro pendant l'occupation française de la Dalmatie.
« L'Angleterre dévoilée ou documents historiques pour servir à donner l'éveil de nos possessions en Afrique » Paris 1846.
Ces deux ouvrages sont signés « *Vialla de Sommières* ».
Il serait décédé à Belleville[19]le 29 juillet 1849.
Une rue de Sommières porte son nom.

[18] Voir à ce sujet l'article de Th. et A. Jeanjean : *L'œuvre littéraire du colonel Vialla*, bulletin SSH n° 27 (2019)
[19] Commune rattachée à Paris en 1860.



Le colonel Vialla - Frontispice tiré de *Révélations, l'Angleterre dévoilée*
(médaille réalisée par le graveur Caunois)
(source : wikipedia)

VIGER Guillaume Théodore :
Né le 9 avril 1792, baptisé le 15 du même mois, fils d'Antoine Viger et de Marie Saint Pierre.
Après ses études au lycée de Nîmes, Il poursuit des études de droit à Paris et devient avocat à la Cour royale de Nîmes du 15 février 1813 au 3 août 1830. À cette date, il devient procureur général près de la même cour, nommé par ordonnance du Lieutenant général du Royaume en date du 3 août 1830. En 1834 il est avocat général à la Cour de Cassation, puis en 1837, premier président de la Cour royale de Montpellier. Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par ordonnance du 8 juin 1831, officier le 7 mai 1834 et commandeur le 4 mai 1844.
Il décède, « *des suites d'une chute de cheval sur la route de Sommières à Quissac, non loin de sa terre de Crespian* » dans l'été 1849, le 6 juillet 1849 selon son dossier de la Légion d'honneur, le 2 août selon les notices qui lui sont consacrées[20].

[20] Nous n'avons pas encore trouvé son acte de décès qui ne se trouve ni à Sommières, ni à Montpellier.

3 -Les décorés de Villevieille

Par extension, nous annexerons dans cet article la commune de Villevieille, et donnons les états des trois décorés voisins.

DAVID de BEAUREGARD Marie Charles Stanislas de :
Né à Villevieille le 12 novembre 1880 de Joseph François Marie de David de Beauregard, propriétaire et d'Adèle Marie Charlotte de Drée. Brillant élève, il obtient son baccalauréat à quinze ans et demi et entre à l'École Navale en 1898.
Il effectue son service militaire à l'escadre d'instruction de la Méditerranée. En 1903 il devient enseigne de vaisseau, puis lieutenant de vaisseau le 5 novembre 1910, capitaine de corvette en septembre 1918 et enfin capitaine de frégate en 1920.
Il participe à la bataille des Dardanelles (1915-1916), sur le cuirassé Suffren, puis à la prise de Beyrouth le 8 octobre 1918.
Il est cité à l'Ordre de l'Armée Navale en 1915 : « *Officier de tir de grand mérite, possédant une aptitude professionnelle remarquable, n'a cessé de faire preuve, au cours des divers combats, d'un sang-froid et d'une sûreté de coup d'œil très remarquée et a su, à différentes reprises, obtenir promptement de l'artillerie du bâtiment un résultat décisif* ».
Il est décoré de la Croix de guerre 1914-1918, officier de l'instruction publique. Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par décret du ministre de la Marine en date du 31 décembre 1913, promu officier de la Légion d'honneur par arrêté du ministre de la Marine le 30 juillet 1921.
Il se retire dans son hôtel particulier à Hyères où il exerce les fonctions de maire de février 1941 à 1944.
Il décède à Hyères le 29 août 1950.

DIDKOWSKI Raoul :

Né à Villevieille le 2 septembre 1892, de Léonce Émile Gaston Didkowski[21], professeur au collège de Lunel (Hérault) et d'Eugénie Gabrielle Marie Cambon. Il effectue des études de droit.

Il est incorporé le 14 août 1914 au 40ème régiment d'infanterie, caporal le 11 octobre 1914. Il est réformé temporairement « *pour faiblesse générale* » le 22 avril 1917. Il est rappelé le 8 juillet 1918, puis affecté comme conseiller à la préfecture de la Drôme du 21 août au 15 octobre 1918.

Il occupe ensuite divers postes dans l'administration préfectorale, de 1920 à 1935. Il devient préfet des Pyrénées-Orientales le 16 septembre 1936, puis de l'Isère le 8 août 1940, après avoir été brièvement Directeur de la Sûreté nationale (18 juin au 10 juillet 1940).

Son action à la préfecture de l'Isère est difficile à interpréter puisqu'il semble avoir été simultanément un fonctionnaire zélé du régime de Vichy, décoré de la Francisque, mais avoir aussi participé à des actions de résistance et de protection des juifs. Il démissionne le 9 août 1943, se rend à Villevieille où il est arrêté par la Gestapo. Il est déporté en tant que *personnalité-otage* au château d'Eisenberg[22] en Bohème (aujourd'hui république Tchèque) du 30 juin 1944 à avril 1945[23].

Après la guerre, il est préfet honoraire le 6 août 1948, et directeur de cabinet du ministre des Anciens Combattants de 1951 à 1953.

Il est fait grand officier de la Légion d'honneur le 28 juin 1961[24].

Il décède à Montpellier le 6 août 1973.

---

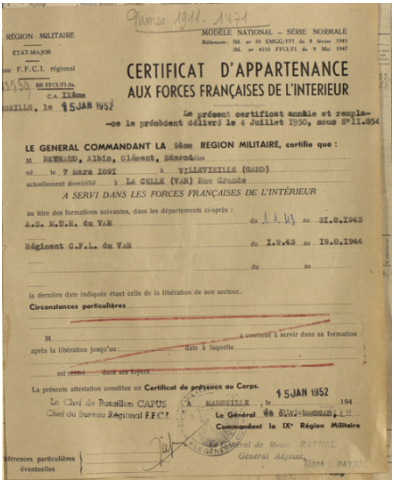
[21] Son grand-père Grégoire Didkowski, docteur en médecine né vers 1805 à Kiev, « *province de l'Ukraine du royaume de Pologne* » s'était marié au Cailar en 1836. Son père Léonce Émile naît à Villevieille le 21 mai 1863, du mariage de Léonce Séverin et Léontine Émilie Margarot, née à Villevieille.

[22] Ce château abritait un « *camp spécial pour personnalités éminentes* » (*SonderlagerfürprominentePersönlichkeiten*). Les conditions de détention y auraient été relativement confortables.

[23] Son certificat officiel d'internement porte « *Interné de la Résistance du 3 mars 1944 au 12 mai 1945* ».

[24] Nous ne connaissons pas les dates de ses nominations aux grades précédents.

REYNAUD Albin Clément Edmond :
Né à Villevieille le 7 mars 1891, de père inconnu et de Clémence Appolonie Reynaud.
Il débute la Première Guerre mondiale au 52ème régiment d'infanterie où il effectuait son service militaire depuis le 9 d'octobre 1912. Il passe au 175ème régiment d'infanterie le 28 février 1915, et participe alors aux combats d'Orient. Le 9 décembre 1915 il est blessé par schrapnel[25] à la jambe droite à « Secddul » (peut-être Sedd-Ul-Bahr en Turquie ?), et doit être amputé.
Pendant la Seconde Guerre mondiale, il participe à la Résistance comme l'atteste son certificat d'appartenance aux Forces Françaises de l'Intérieur : à l'Armée Secrète des Mouvements Unis de Résistance (AS MUR) du 1er janvier au 30 août 1943, puis au sein des Corps Francs de la Libération du Var (CFL Var) du 1er septembre 1943 au19 août 1944.
Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 7 octobre 1946, promu officier par décret du 16 novembre 1964.
Il décède à Villevieille le 19 juillet 1977.



RÉGION MILITAIRE
ÉTAT-MAJOR
du F.F.C.I. régional
ca Tième
MARSEILLE, le 15 JAN 1952

MODÈLE NATIONAL – SÉRIE NORMALE

CERTIFICAT D'APPARTENANCE
AUX FORCES FRANÇAISES DE L'INTERIEUR

Le présent certificat annule et remplace le précédent délivré le 4 Juillet 1950, sous n° II.854

LE GENERAL COMMANDANT LA 9ème REGION MILITAIRE, certifie que :
M. REYNAUD, Albin, Clément, Edmond
né le 7 Mars 1891 à VILLEVIEILLE (GARD)
actuellement domicilié à LA CELLE (VAR) Rue Grande
A SERVI DANS LES FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR
au titre des formations suivantes, dans les départements ci-après :
A.S.M.U.R. du VAR — du 1.1.43 au 31.8.1943
Régiment C.F.L. du VAR — du 1.9.43 au 19.8.1944
— du — au —
la dernière date indiquée étant celle de la libération de son secteur.
Circonstances particulières
M. a contracté à servir dans sa formation après la libération jusqu'au date à laquelle
est rentré dans ses foyers
La présente attestation constitue un Certificat de présence au Corps.
Le Chef de Bataillon CAPUS
Chef du Bureau Régional FFCI
MARSEILLE, le 15 JAN 1952 194
Le Général de Brigade, Le Commandant la IXe Région Militaire
Le Général de Brigade RAYNAL
Général Adjoint
Références particulières éventuelles

Certificat d'appartenance aux FFI d'Edmond Reynaud
(source : Archives départementales du Gard – fiche de recrutement militaire)

[25]Arme anti-personnel : « *obus à balles* » inventée par le britannique Henry Schrapnel

4 -Quelques chiffres en guise de conclusion

Depuis sa création environ un million d'individus ont reçu la Légion d'honneur. Pendant longtemps seuls des hommes ont été décorés : la première femme chevalier, à titre militaire est nommée en 1851, et la première nommée à titre civil en 1913. La parité hommes/femmes n'est assurée qu'à partir des promotions de 2008.

Parmi les 59 chevaliers que nous avons identifiés, nés à Sommières ou à Villevieille, nous n'avons trouvé qu'une seule femme Marthe Borelly, et encore celle-ci a-t-elle été décorée pour ses prises de position « *anti-féministes* » !

Concernant la répartition entre les différents grades, nous avons trouvé 1 grand officier, 3 commandeurs, 14 officiers, et 41 chevaliers[26].

Napoléon aurait déclaré : « *je veux décorer mes soldats et mes savants* ». Si nous trouvons effectivement un géologue, un mathématicien, un médecin, et quelques personnalités du monde civil (dont un prêtre), dans notre échantillon, ce sont quand même 41 chevaliers (soit 73 %) qui ont été décoré à titre militaire, dont 14 pour leur participation aux guerres napoléoniennes, et 11 à la première Guerre Mondiale.

Les décorés que nous avons identifiés sont tous nés avant 1900 et la décoration la plus récente que nous avons trouvé date de 1977. Notre échantillon est donc le reflet d'une époque où la Légion d'honneur n'était pas encore fréquemment accordée à des personnalités du monde des arts, du spectacle ou du sport. Gageons qu'une semblable étude conduite d'ici cinquante ans donnera des résultats bien différents !

[26] À comparer aux contingents fixés par décret pour la période 2018-2020 : 2015 chevaliers, 390 officiers, 84, commandeurs, 14 grands officiers, 7 grands-croix.

SOURCES

La liste des légionnaires présentés ci-dessus a été établie en recherchant dans la base Léonore tous ceux nés à Sommières ou à Villevieille, auxquels s'ajoutent quelques-uns dont nous avons eu connaissance par ailleurs. C'est le cas par exemple du géologue sommiérois Émilien Dumas dont le dossier est absent de la base Léonore.

En effet, alors que tous les dossiers des légionnaires devraient être déversés aux Archives nationales, ou pour certains être conservés par la chancellerie, il y a des lacunes dans la base. Des dossiers anciens ont pu être détruits lors de l'incendie de l'hôtel de Salm abritant la Grande Chancellerie en mai 1871, pendant les combats de la Commune de Paris, ou lors de son inondation par la crue de la Seine en janvier 1910.

La base Léonore des Archives nationales, accessible par internet contient 390.000 dossiers de titulaires de l'Ordre de la Légion d'honneur depuis la création de l'Ordre et décédés avant 1977.

Dans les locaux du musée de la Légion d'honneur il est possible d'interroger une base qui donne les dates de nominations des légionnaires décorés après 1950, mais sans accès à leur dossier. Certains dossiers sont très complets, d'autres presque vides. Les dossiers comportant des documents datant de moins de cinquante ans ne sont pas consultables.

D'autres sommiérois titulaires de cette décoration peuvent donc ne pas figurer dans notre étude, si leur dossier est perdu ou n'a pas été transféré aux Archives nationales, ou si leur nomination est récente.

Dans certains cas, les fiches de recrutement militaires qui mentionnent les décorations, ont permis de compléter les informations de la base Léonore.



Médaille napoléonienne. Avers et revers
(source : internet)

Remerciements

Valérie Poussigue pour la photo de Louis Léonce Poussigue, son arrière-grand-père.

Bibliographie

- BOISSON Émile, *Sommières*, Lacour/Rediviva, 1995 (reproduction de l'édition de 1849, Hamelin à Lunel).
- BONEVILLE de MARSANGY Louis, *La Légion d'honneur*, Paris, 1900
- GAUSSEN Ivan, *Sommières – Promenades à travers son passé*, Les Presses du Languedoc, 3ème édition 1991
- SSH, *Sommières et Son Histoire*, nouvelle série, bulletins n° 10, 14, 17, 18, 21, 26